

A la Une

Les mercredis et vendredis à 5h30.

Sur le fil

Tous les jours à 18h.

En toute liberté

Chaque samedi à 7h. L'actualité vue par le rédacteur en chef.



A Accroître les fonds propres des banques TBTF ne se fera pas sans heurts

ANALYSE - Les futures exigences imposées aux établissements d'importance systémique risquent de provoquer des perturbations au niveau des prêts et des hypothèques en Suisse.

UBS

Credit Suisse

Banques

Finma

Hypothèques

Crédit



KEYSTONE

La part d'UBS dans la future réglementation TBTF dépassera assurément celle des autres établissements dits systémiques.

Pascal Schmuck

[Partager](#)

05 juin 2025, 11h59

La place financière a les yeux rivés sur Berne. Le **Conseil fédéral** doit présenter vendredi sa
[Politique](#) [Macroéconomie](#) [Editorial](#) [Opinions](#) [Trajectoires](#) [Life](#) [Immo](#) [Multimédia](#) [Communiqués](#)

De nouvelles exigences qui interviennent alors que les prescriptions en matière de capital pour les banques d'importance systémique ont été encore renforcées avec l'introduction de Bâle III au début de 2025.

Si les grandes lignes sont plus ou moins connues depuis une première levée de rideau mi-avril, un point en suspens cristallise les inquiétudes. Le secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SFI), chargé de la mise en œuvre des mesures, prévoit d'imposer aux établissements TBTF une couverture en capital jusqu'à 100% de leurs filiales étrangères, et non plus à hauteur de 60% comme c'est actuellement possible.

UBS se retrouve donc en première ligne, puisque les trois autres établissements concernés, à savoir la **Banque cantonale de Zurich** (ZKB), **Raiffeisen** et **PostFinance**, ne déploient quasiment aucune activité au-delà des frontières nationales. Le cas du bras financier de **la Poste** est particulier puisqu'il ne s'agit pas d'une banque. En 2020, la Banque nationale suisse (BNS) a exempté PostFinance des exigences de fonds propres durs (CET1) imposées aux

banques systémiques en raison de sa structure juridique particulière en tant que filiale du géant jaune. Autre singularité: la ZKB bénéficie d'une garantie d'Etat explicite de la part du canton, qui la protège déjà d'un défaut.

↪ Lire aussi - [UBS a su tirer profit des turbulences des marchés, sauf en Suisse | Agefi.com](#)

Par conséquent, les trois concurrents d'UBS devraient être moins affectés par de nouvelles exigences en matière de fonds propres. «Or, cet écart réglementaire, susceptible de créer un déséquilibre structurel, n'est pas nécessairement justifié par le risque systémique interne. Cela pourrait pénaliser UBS dans ses activités domestiques, comme le crédit ou la **gestion de fortune**», prévient Julien Staehli, directeur des investissements auprès de la **Banque Bonhôte**. À l'inverse, un traitement trop indulgent des trois autres groupes pourrait accentuer des risques sous-évalués au niveau national.

UBS ne s'oppose pas foncièrement aux projets du Conseil fédéral mais «rejette fermement les mesures extrêmes telles que la soi-disant déduction totale des fonds propres de base durs, notamment parce qu'il n'existe aucun scénario réaliste dans lequel toutes les filiales étrangères devraient être amorties à zéro dans le cadre d'une exploitation continue», explique un porte-parole.

Des exigences plus élevées en Suisse

Les spéculations vont bon train sur le capital supplémentaire qu'UBS devra allouer à cette couverture supplémentaire. Bloomberg articule un montant compris entre 15 et 25 milliards de dollars, une étude de la ZKB évoque 20 milliards.

Le directeur général d'UBS, Sergio Ermotti, a rappelé à plusieurs reprises ces derniers mois que la réglementation suisse est déjà très sévère et que des exigences trop élevées seraient contre-productives. Tant Raiffeisen que la ZKB affichaient fin 2024 un ratio CET1 supérieur à 16%. UBS, toujours aux prises avec l'intégration de **Credit Suisse**, affiche 14,3%. En Suisse, la barre pour les banques d'importance systémique est fixée à 13,8%.

↪ Lire aussi - [Le directeur de la Finma réclame plus de pouvoirs | Agefi.com](#)

En comparaison internationale, les ratios des banques TBTF helvétiques sont supérieurs à leurs principaux concurrents. La banque française **BNP Paribas** affiche ainsi un CET1 supérieur à 12%, l'italien Unicredit en est à 15,9% et l'espagnol Banco Santander à 12,8%. La Banque centrale européenne (BCE) réclame depuis cette année un ratio CET1 minimum de 9,67% mais qui est adapté selon les établissements.

DES RATIOS CET1 SOUVENT PLUS ÉLEVÉS EN SUISSE

| Banque | Ratio CET1 en 2024 | Fonds propres CET1 (en milliards de dollars) |
|----------------------------|--------------------|---|
| UBS | 14,3% | 71,4 |
| ZKB | 16,8% | 14,5 |
| Raiffeisen | 19,7% | 20,4 |
| Banco Santander (E) | 12,8% | 65,2 |
| BNP Paribas (F) | 12,9% | 111,9 |
| HSBC (GB) | 14,9% | 131,4 |
| Morgan Stanley (US) | 15,9% | 75,1 |

'AGEFI

Aux Etats-Unis, les exigences sont encore moindres: la Réserve fédérale (Fed) impose un ratio CET1 minimal de 4,5% en application standardisée. Souvent citée comme une concurrente de taille comparable à UBS, Morgan Stanley affiche un taux de 15,9%.

⇒ Lire aussi - [«Une banque too big to fail doit avoir suffisamment de fonds propres, point final» | Agefi.com](#)

Face au probable tour de vis réglementaire, Yvan Lengwiler lance une mise en garde. «Ce désir de sécurité, associé à des conditions plus strictes en matière de fonds propres pour les établissements TBTF, est tout à fait compréhensible. Mais c'est un sentiment trompeur: rappelons-nous qu'il peut y avoir des difficultés auxquelles on ne peut pas faire face avec des fonds propres. Ce n'est pas un gage de sécurité», souligne le professeur d'économie à l'Université de Bâle. Et de rappeler que les banques internationales sont confrontées à une concurrence mondiale, et qu'à ce titre il est «maladroit» de proposer un «Swiss Finish» drastique «au moment même où les Américains dérèglent».

Mais la Suisse reste traumatisée par la débâcle de Credit Suisse. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire (CEP) avait révélé une sous-capitalisation de l'ex-numéro deux bancaire, occultée par le «filtre réglementaire» accordé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma). Urs Birchler, un des experts mandatés par la CEP, avait souligné dans nos colonnes qu'une banque susceptible de «mettre en danger l'économie suisse et les finances publiques si elle fait faillite **doit disposer de suffisamment de fonds propres, point final**».

Nouveau capital, économies et hausses de prix

Reste à savoir où UBS ira, le cas échéant, chercher ce nouveau capital. Le groupe pourrait se tourner vers les AT1, ces obligations convertibles émises par les banques pour renforcer leurs

fonds propres. L'établissement aux trois clés est très actif sur ce marché: depuis février, il a levé 4,5 milliards de dollars sans échéance fixe, avec un coupon de 7%. Ce segment reste toutefois sensible: la Finma avait ordonné l'annulation des AT1 de Credit Suisse pour un montant de 16 milliards de francs suisses au moment de la reprise par UBS, provoquant l'ire de nombreux investisseurs qui se sont estimés lésés.

“

Cet écart réglementaire, susceptible de créer un déséquilibre structurel, n'est pas nécessairement justifié par le risque systémique interne

Julien Staehli, directeur des investissements auprès de la Banque Bonhôte.

La banque pourrait se montrer moins généreuse envers ses actionnaires, prévient Daniel Steck, gérant de fonds à la banque Piquet Galland. «Si les exigences du Conseil fédéral en matière de capital sont trop sévères, UBS pourrait sensiblement revoir à la baisse ses objectifs de rachats de titres propres.» Et de rappeler qu'UBS a signalé son intention de racheter en 2026 un volume supérieur à celui de 2022, soit 5,6 milliards de dollars.

⇒ Lire aussi - [Le vrai débat sur UBS devra avoir lieu | Agefi.com](https://www.agefi.com/fr/actualites/le-vrai-debat-sur-ubs-devra-avoir-lieu)

Un tour de vis trop brutal risque d'avoir également des conséquences sur les prêts aux entreprises, dominé par les établissements systémiques. «Il est clair que les crédits deviendront plus chers si l'on va trop loin dans la réglementation des fonds propres pour l'UBS. Et c'est mauvais pour la place économique suisse», prévient Rudolf Minsch. L'économiste en chef d'Economiesuisse redoute un effet domino: «UBS est un faiseur de prix sur le marché des crédits aux PME. Si elle durcit ses conditions, il est à craindre que les autres banques de la place suivent le mouvement».

Le segment des hypothèques ne serait pas épargné. Patrice Choffat, CEO de la plateforme de vente de biens immobiliers Bestag, évoque «une concurrence un peu déloyale en défaveur des quatre géants» qui pourraient revoir leurs prix à la hausse. UBS, qui a hérité du portefeuille hypothécaire de Credit Suisse, lui a appliqué une nouvelle politique tarifaire, «un effort pour améliorer la rentabilité appelé à être prolongé, quitte à perdre des parts de marché», estime Patrice Chofat. Selon lui, ces nouvelles conditions feront le jeu de banques, régionales ou de taille moyenne: «On pense volontiers à des établissements cantonaux comme la BCV ou la BCGE, dont les concurrents principaux dans l'ère post-Credit Suisse sont UBS et Raiffeisen».